

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 18/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SABLIERES OESCH

SABLIERE OESCH
175 RUE DU MARECHAL FOCH
67380 LINGOLSHEIM

Références : 0006700094/VB/CE
Code AIOT : 0006700094

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2024 dans l'établissement SABLIERES OESCH implanté Grossundsfeld - ZERC2 - 67380 LINGOLSHEIM. L'inspection a été annoncée le 08/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été organisée dans le cadre d'un contrôle conjoint des enjeux de biodiversité avec les services de la police judiciaire d'Illkirch et de l'OFB.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLIERES OESCH
- Grossundsfeld - ZERC2 - 67380 LINGOLSHEIM
- Code AIOT : 0006700094
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SABLIERES OESCH exploite une gravière et des installations de traitement des matériaux. Les matériaux sont extraits à la drague à grappin sous eau.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Mesures compensatoires

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection note l'absence d'activité d'extraction depuis janvier 2023 sur la carrière.

Il est indiqué à l'exploitant qu'il doit informer la préfète et l'inspection des incidents et accidents d'exploitation.

Ainsi, l'exploitant adresse à l'inspection un mémoire sur l'incident et ses effets sur l'exploitation : retard, phasage, remise en état et toutes autres incidences.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 3 | Déchets inertes et terres provenant de l'extérieur | AP Complémentaire du 11/08/2023, article 2.11 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 4 | Reconstitution de la bande de protection périphérique | AP Complémentaire du 03/04/2019, article 2 | Demande d'action corrective | 1 an |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-----------------------------|
| 1 | Plan d'exploitation | Arrêté Préfectoral du 29/03/2018, article 13.5 | Sans objet |
| 2 | Mise à jour du plan d'exploitation | Arrêté Préfectoral du 29/03/2018, article 13.6 | Sans objet |
| 5 | Mesures compensatoires - Dérogation EP - Mise en demeure | AP de Mise en Demeure du 04/04/2022, article 1 | Levée de mise en demeure |
| 6 | Suivi des mesures | Arrêté Préfectoral du 18/09/2017, article 4 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a pu constater lors des contrôles réalisés le 09/07/2024 que l'exploitant a mis en oeuvre les dispositions prescrites et organisé le suivi des mesures écologiques.

L'inspection recommande à l'exploitant les adaptations prescrites par les suivis écologiques des mesures lorsque les résultats obtenus ne sont pas satisfaisants.

L'inspection enjoint l'exploitant à la plus grande rigueur sur les acceptations et les suivis des activités de tri, transit et de regroupement des matériaux minéraux extérieurs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2018, article 13.5 |
| Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation |
| Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan à une échelle au moins aussi précise que le 1/1000, orienté. L'échelle est mentionnée sur le plan. Le plan comprend un maillage selon le système Lambert et doit indiquer : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre de la carrière et ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- la dénomination actualisée des parcelles cadastrales concernées et riveraines ;- les limites communales ;- la position des ouvrages mentionnés à l'article 14-1 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 susvisé et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales ;- la position des bâtiments, des installations, des ouvrages ou des équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat ;- les limites de sécurité réglementaires et les périmètres de protection ;- l'emplacement des bornes ;- les courbes de niveau équidistantes (équidistantes, tous les dix mètres d'altitude) et les cotes d'altitude des points significatifs ;- les courbes bathymétriques (équidistantes, tous les dix mètres de profondeur) ;- les installations annexes (accès, dispositifs de traitement des eaux...) ;- la position des dispositifs de clôture et des autres dispositifs d'interdiction de l'accès aux zones dangereuses ;- les voies d'accès à la carrière ;- les pistes et les voies de circulation de la carrière ;- les piézomètres ;- les zones dans lesquelles l'exploitation est définitivement arrêtée ;- les zones définitivement réaménagées et la nature de la remise en état effectuée ;- les zones défrichées non réaménagées ;- l'emplacement des points de rejet des eaux dans le milieu naturel, à l'extérieur ou à l'intérieur de la carrière (dans le plan d'eau, dans les fossés, dans les dispositifs de traitement des eaux...) ;- l'emplacement des bassins de décantation, des bassins de collecte, des bassins tampons ;- le tracé des canalisations de rejet d'eaux ;- les éventuels cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ou situés dans la carrière. Le plan est daté et il comporte une légende. Des coupes (profils réalisés dans la direction de la |

| |
|--|
| <p>plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, sont jointes au plan. Au moins une coupe est réalisée vers chaque talus en exploitation et vers toute nouvelle berge définitive. Avec le premier plan d'exploitation établi après la notification de l'autorisation, des coupes sont réalisées tout autour du plan d'eau, tous les 100 mètres.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitant a présenté le plan d'exploitation topographique et bathymétrique ; - l'exploitant a présenté les coupes. |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 2 : Mise à jour du plan d'exploitation

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2018, article 13.6</p> |
| <p>Thème(s) : Autre, Mise à jour du plan d'exploitation</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan d'exploitation est mis à jour au moins une fois par an. Le plan comporte toutes les informations énumérées à l'article 13.4. Plusieurs plans peuvent être établis. Dans ce cas, ces plans ont la même échelle. Le plan et les coupes sont conservés sur le site et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. L'inspection des installations classées peut demander des exemplaires supplémentaires du plan et des coupes. Les plans topographiques et bathymétriques et les coupes sont également mis à jour au moment de la notification de cessation d'activité. Les plans sont dressés et les coupes sont établies par un géomètre-expert.</p> |
| <p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan d'exploitation date de décembre 2022. L'extraction est suspendue par l'exploitant depuis janvier 2023, les levées bathymétriques et coupes sont acceptables en l'état. - l'exploitant a présenté des plans des installations hors plan d'eau (carreau, bureaux, station de transit) dont les levées datent de décembre 2023. |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'inspection recommande à l'exploitant de mettre à jour le plan d'exploitation pour intégrer les levées topographiques des installations hors plan d'eau, sans nécessité de nouvelles levées bathymétriques si l'extraction reste stoppée. |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : Déchets inertes et terres provenant de l'extérieur

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/08/2023, article 2.11</p> |
| <p>Thème(s) : Autre, Déchets inertes et terres provenant de l'extérieur</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de l'article 9.1 de l'arrêté du 29/03/2018 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :</p> <p>« Les déchets inertes extérieurs admis sur la plate-forme de transit en vue de leur recyclage sont les suivants :</p> |

Déchets de construction et démolition / 17 05 04 / Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse, à l'exception de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés).

Les déchets extérieurs admis sur le site sont entreposés sur une surface maximale de 5 000 m².

L'accueil des matériaux extérieurs est réalisé conformément aux dispositions des arrêtés du 22/09/1954 et du 12/12/2014 susvisés.

Une caractérisation des matériaux est effectuée à raison d'un prélèvement toutes les 7 000 tonnes réceptionnées.

Toute opération de remblaiement de la carrière avec des terres, des matériaux ou des stériles extérieurs au site, ainsi qu'avec les déchets issus du traitement des matériaux extérieurs recyclés sur le site est interdite ».

Constats :

L'inspection a pu consulter les DAP (Document d'acceptation préalable) et bordereau d'accueil des déchets entrant dans la station de transit lors du contrôle en cours.

Les formulaires de DAP de l'exploitant indiquent que l'arrêté du préfectoral du 11/08/2019 prévoit l'acceptation des déchets codifiés 17 01 07, 17 03 02, 17 01 01. Cette indication n'est pas conforme.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur les procédures et contrôles qui lui incombent.

Sur les DAP :

L'arrêté complémentaire du 11/08/2023 ne dispose pas l'admission des déchets de code 17 01 01 (béton) 17 01 07 (Mélange béton/tuiles/Céramiques) ou 17 03 02 (Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron), il convient donc de ne pas les indiquer sur le formulaire DAP.

Sur les bordereaux d'accueil des déchets :

- le résultat du contrôle visuel doit être indiqué.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 4 : Reconstitution de la bande de protection périphérique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/04/2019, article 2

Thème(s) : Autre, Reconstitution de la bande de protection périphérique

Prescription contrôlée :

L'exploitant reconstitue, dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, la bande de protection périphérique dans les parties sud et sud-ouest du périmètre autorisé par arrêté préfectoral du 29/03/2018 susvisé. Le niveau des terrains est ramené jusqu'au niveau naturel des terrains sur une largeur d'au moins 10 mètres à partir des limites du périmètre autorisé. Les travaux sont réalisés de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Le remblayage ne nuit pas à la qualité des sols et à la qualité et au bon écoulement des eaux.

L'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, un document précisant les modalités de reconstitution de la bande de protection périphérique. Il précise :

- les zones concernées identifiées sur un plan à l'échelle 1/1000 ;
- le volume de matériaux nécessaires ;
- la nature des matériaux utilisés pour reconstituer la bande de protection périphérique ;
- les pentes à respecter, justifiées sur la base d'éléments géotechniques, pour assurer la stabilité des talus compte tenu de la nature des matériaux utilisés ;
- les modalités de mises en œuvre pour reconstituer la bande de protection périphérique ;
- l'échéancier des travaux.

Dans un délai de deux mois après la fin des travaux, l'exploitant transmet à l'Inspection des

| |
|---|
| installations classées une mise à jour du plan d'exploitation justifiant de la reconstitution de la bande de protection périphérique. |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection que pour la partie sud du site, la solution qu'il retient est une extension du périmètre, qui permettra un remodelage par creusement plutôt que par remblaiement.</p> <p>L'exploitant indique que pour la partie ouest du site, la recherche de solution est encore en cours. L'exploitant souligne qu'il va modifier le porter à connaissance N°2 de novembre 2023, compléter les études de stabilité et le cas échéant le projet technique de reconstitution de la bande de protection.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Afin de permettre à l'exploitant de proposer un projet acceptable, l'inspection indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - toute étude des caractéristiques géotechniques et de stabilité du terrain est basée sur des mesures effectuées par prélèvement et analyse des matériaux en place : caractérisation, pressiométrie, etc... - Le projet porté par l'exploitant doit explicitement justifier de l'efficacité et de la nécessité de la solution retenue : absence d'alternative acceptable, tant sur la solution technique que sur les matériaux mis en œuvre le cas échéant. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |

N° 5 : Mesures compensatoires - Dérogation EP - Mise en demeure

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/04/2022, article 1 |
| Thème(s) : Autre, Mesures compensatoires - Dérogation EP |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1° : prescriptions à respecter <i>La société Sablière OESCH, dont le siège social se trouve 175 rue du maréchal Foch, 67380 Lingolsheim, est mise en demeure de respecter, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes pour l'installation qu'elle exploite à Lingolsheim :</i></p> <p>o Article 3.1 de l'arrêté du 29/03/2018 : <i>L'exploitant met en œuvre :les mesures prévues par l'arrêté du 11/09/2017 portant dérogation aux interdictions au titre des espèces protégées annexé au présent arrêté ainsi que les mesures relatives au Crapaud vert mentionnées en annexe ;</i> Annexe 1 : Limitation des plantes invasives <i>Des mesures sont mises en œuvre pour éviter l'introduction de plantes invasives.En cas de constat de présence, les plantes invasives sont éradiquées, les déchets sont à éliminer par incinération.</i></p> <p><u>Mise en place d'hibernaculums</u> Cinq hibernaculums au minimum, formés d'un amas de galets ou de pierres de granulométrie moyenne à forte, mélangés à du sable et posés au sol sont à aménager sur la plateforme nord, du bois mort disposé en tas pourra également être utilisé. Leurs dimensions seront d'environ 3 x 2 m, pour 1 m de hauteur, ils seront mis en place en même temps que les mares. Disposés en cordon autour du complexe de mares pionnières prévues sur la plateforme nord, ils auront deux rôles essentiels : fournir des abris aux amphibiens et reptiles, notamment en hiver et limiter l'accès extérieur au complexe de mares en formant une délimitation discontinue autour du complexe.</p> <p><u>Aménagement d'un site de nidification pour l'hirondelle de rivage</u> Un site de nidification pour l'hirondelle de rivage est à aménager sur la berge sud-est du site, avant la poursuite de l'exploitation du site vers son extension. Dans ce secteur surmonté d'un merlon en friche, l'exploitation des matériaux sera stoppée autour du pylône électrique en place. Un front subvertical, d'une hauteur minimale de 2,5 m pour une longueur minimale de 10 m, y sera aménagé à l'aide d'une excavatrice. Cette surface verticale devra être régulièrement entretenue,</p> |

en septembre-octobre, afin d'éviter l'embroussaillage du front. Un léger rafraîchissement du front pourra alors être effectué à l'excavatrice afin d'éliminer la végétation et mettre à nouveau à jour une surface de sable nu.

Aménagement de mares

Les berges sableuses situées le long de la limite sud-est du site (en contrebas du secteur comportant le pylône électrique) ainsi qu'au nord de la gravière sont à utiliser pour aménager des mares temporaires sécurisées à destination des amphibiens. Plusieurs dépressions humides, totalisant une surface minimum de 300 m², de 5 à 20 cm de profondeur, sont à créer pour des sites de reproduction en faveur du Crapaud calamite et du Crapaud vert. Ces mares sont à mettre en place progressivement dès la fin d'exploitation de ces secteurs. Elles sont à positionner à l'écart de toute trajectoire de circulation des engins. Au regard des surfaces terrestres réduites en limite sud du plan d'eau, les mares pionnières à aménager seront positionnées en majorité sur la partie nord. Les mares sur la plateforme nord aménagées au cours de l'hiver 2015-2016 sont à préserver après le réaménagement du site, même si de nouvelles activités sont accueillies sur la plateforme, et ce jusqu'à cession des parcelles de la société.

Constats :

L'inspection constate :

- la mise en place de 7 hibernaculums et leur tenue en état satisfaisant ;
- le maintien en place du front destiné à l'habitat des hirondelles du rivage ;
- la présence de deux mares estimées à 150 m² et 200 m² au sud du périmètre de l'exploitation. L'exploitant indique qu'elles sont destinées à créer les habitats pour les batraciens et qu'elles sont plus fonctionnelles que les mares précédemment créées au sud de la plateforme ;
- l'absence de plantes invasives susceptibles de nuire au fonctionnement des deux mares ;
- la mise en œuvre des mesures destinées à constituer un habitat pour la linotte mélodieuse, sur le merlon au sud du site. L'exploitant a adressé à l'inspection les factures correspondantes de fournitures de pépinière et de services de paysagiste des travaux réalisés en 2022.

Le rapport de suivi écologique de l'année 2023, produit par ENCEM en mai 2024 et adressé à l'inspection le 10/07/2024 confirme la mise œuvre des mesures écologiques.

Ces constats permettent la levée de la mise en demeure de l'exploitant par l'arrêté préfectoral du 04/04/2024.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Suivi des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/09/2017, article 4

Thème(s) : Autre, Suivi des mesures

Prescription contrôlée :

Un suivi écologique annuel des mesures est à mettre en place sur le site, du début jusqu'à la fin de l'autorisation d'exploitation, ainsi que pendant une année après la fin d'exploitation. Il doit permettre :

- de vérifier la réalisation des mesures d'évitement, de réduction ou de compensation prévues ;
- d'évaluer leur efficacité vis-à-vis de la faune ;
- d'apporter des ajustements aux mesures en cas de besoin.

Ce suivi doit prendre la forme d'une visite annuelle ainsi qu'une rédaction d'un compte-rendu à l'issue de chaque visite. En cas de non atteinte des objectifs ou du maintien des populations, des mesures correctrices seront à mettre en œuvre et les opérations de gestion envisagées à adapter.

Constats :

L'exploitant a adressé le 09/07/2024 à l'inspection le rapport ENCEM de mai 2024 pour le suivi écologique de 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

